

ÉCONOMIE

SELON ROBERT MOSBACHER, PRÉSIDENT DE L'ORGANISME AMÉRICAIN OPIC

«L'Algérie doit aller plus loin dans son processus de privatisation»

La loi sur les hydrocarbures amendée est de nature à décourager les investisseurs, estime Robert Mosbacher, président-directeur général de l'agence américaine Overseas Private Investment Corporation (Opic). Ce texte législatif qui instaure une taxe sur les superprofits «renvoie un signal négatif à l'industrie du gaz et du pétrole à l'extérieur», nous a-t-il indiqué dimanche. La loi sur les hydrocarbures «peut être un obstacle significatif pour les futurs projets», a-t-il ajouté tout en soulignant comprendre les motivations du gouvernement algérien. «Ce n'est pas étonnant avec un prix du baril de pétrole à 100 dollars que le gouvernement cherche à revoir les accords de concessions et essaye de les renégocier pour faire en sorte à ce qu'il refile les changements du prix, mais le montant des taxes est substantiel», a-t-il ajouté. M. Mosbacher fera savoir que les gouvernements des deux pays (Algérie et Etats-Unis) ont eu des discussions sur cette question sans en préciser

le résultat. Mais si l'on tient compte des remarques du PDG de l'Opic qui avait pris part à l'inauguration de la station de dessalement d'El Hamma qu'elle a financé en partie, il n'y a pas que dans le secteur des hydrocarbures que l'Algérie devrait faire des efforts pour devenir une destination privilégiée des investisseurs américains.

S'il reconnaît que l'Algérie a fait des progrès en matière de réformes économiques, il estime néanmoins que beaucoup reste à faire. Il ne manquera pas d'ailleurs de rappeler la peu élogieuse position que l'Algérie occupe dans le classement de la Banque mondiale dans son rapport sur le climat des affaires à travers le monde. «Le rapport de la Banque mondiale tient compte du temps qu'il faut pour créer une entreprise, des difficultés pour faire respecter un contrat, des délais de traitement pour obtenir des autorisations ou des licences et du système fiscal. Or l'Algérie arrive à la 125^e place sur 178 pays dans



Robert Mosbacher

la notation de cette institution», a-t-il noté. Notre interlocuteur a relevé que l'intervention excessive du gouvernement dans la sphère économique dissuade les entreprises américaines à investir en Algérie. «On aimerait accompagner plus de projets en Algérie mais cela dépend des engagements du

gouvernement dans la poursuite du processus de privatisation et de permettre aux entreprises privées de détenir pas seulement 51% dans un partenariat mais 70, 80 ou même 100%. Les entreprises américaines seront plus enthousiastes pour investir en Algérie dans des entreprises qu'elles peuvent posséder et contrôler. Actuellement, la plupart des privatisations en Algérie donnent 51% au secteur public et 49% pour le secteur privé. Dans la vision des entreprises américaines, cela représente une trop grande part pour l'Etat», a-t-il dit.

L'aspect sécuritaire peut aussi représenter une préoccupation pour les opérateurs américains, mais celle-ci est gérable surtout si la situation n'empire pas, fera remarquer M. Mosbacher. Ces facteurs n'empêchent pas pour autant l'Opic de prospecter le terrain en Algérie. Ainsi, outre le secteur de l'énergie où les Américains ont toujours été présents, l'Opic veut étendre son champ d'intervention à d'autres domaines, tels que

l'hydraulique et l'habitat. «J'ai eu des discussions avec des ministres sur des opportunités sur lesquelles l'Opic pourrait travailler», dira à ce propos M. Mosbacher. L'Opic espère que le modèle de financement du projet d'El Hamma sera réédité le plus souvent. Le projet de l'unité d'El Hamma est un partenariat entre l'Opic, le groupe américain General Electric, le groupe égyptien Orascom et l'entreprise publique AEC. «C'est un bon exemple de partenariat», commente M. Mosbacher. L'Opic a jusqu'à présent participé dans deux projets en Algérie. Elle accompagne aussi les fonds d'investissement private equity funds et l'un d'entre eux a acheté des parts importantes dans une compagnie d'assurance en Algérie (GAM assurance). M. Mosbacher a indiqué par ailleurs souhaiter vivement que les entreprises algériennes prennent part à leur conférence annuelle sur l'investissement qui se tiendra en Jordanie du 5 au 7 mai prochain.

Nora Boudedja